



HAL
open science

La crise de la mondialisation

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. La crise de la mondialisation. La globalisation, un monde prospère de paix ou un monde de dominations et d'exclusions?, Université Pierre Mendès France de Grenoble,, 1999. hal-03168697

HAL Id: hal-03168697

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-03168697v1>

Submitted on 14 Mar 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La crise de la mondialisation

Jacques Fontanel

La globalisation, un monde prospère de paix ou un monde de dominations et d'exclusions ?

Université Pierre Mendès France de Grenoble,
Grenoble, 1999.

La globalisation économique a souvent été considérée comme un progrès pour l'ensemble de l'humanité. Aujourd'hui, les critiques ne manquent pas au regard du matérialisme dominant, du développement excessif des inégalités, de la remise en cause dans les faits des valeurs démocratiques, de la perte des solidarités et de l'absence d'un contrôle public de l'information disponible pour tous. L'homme est ainsi anémié, touché par l'uniformisation des cultures, la négligence des coordinations macroéconomiques nécessaires, la puissance des firmes multinationales, la persistance de la pauvreté et du sous-développement.

Economic globalisation has often been seen as progress for all of humanity. Today, there is no shortage of criticism regarding the dominant materialism, the excessive development of inequalities, the questioning of democratic values, the loss of solidarity and the absence of public control of the information available to all. Man is thus anaemic, affected by the standardisation of cultures, the neglect of necessary macroeconomic coordination, the persistence of poverty and underdevelopment.

Globalisation, inégalités, démocratie, solidarités, économie de l'information, pauvreté, sous-développement, uniformisation des cultures, puissance des firmes multinationales

Globalisation, inequalities, democracy, solidarities, information economy, poverty, underdevelopment, uniformity of cultures, power of multinational firms

La globalisation est un phénomène ambigu. Elle prend sa source dans le développement des technologies, les économies d'échelle, l'ouverture des marchés, l'interdépendance économique. Pourtant, elle présente aussi des dangers non négligeables, comme la destruction des souverainetés et des cohésions nationales, qui prive les marchés de leurs responsabilités sociales et politiques, sans lesquelles ils ne peuvent fonctionner. Le résultat est souvent socialement injuste, politiquement destructif et économiquement inefficace. La globalisation n'est pas irréversible, ou alors il faut qu'elle s'ouvre à un monde de tolérance et de réduction des inégalités. La globalisation et le monopole des communications posent un nouveau et difficile challenge. Des groupes accepteront des réductions de revenus en échange d'une autre vie, dans des communautés paisibles et pacifiques, capables de prendre en charge les besoins humains dans leur ensemble¹⁶⁰. Pour Engelhard¹⁶¹, la mondialisation de l'économie n'est sans doute pas l'aboutissement ultime de la modernité occidentale, car le marché ne peut assurer la convergence des intérêts si certains individus refusent le principe ou n'ont pas les moyens d'y participer. La remise en cause de l'Etat-providence entérine la fin du politique. Il faudrait se diriger vers une citoyenneté sociale, un pluralisme de bien-être, avec l'acceptation du rôle réduit de l'Etat dans la vie économique. Cependant, la Nation/Etat reste la base de la communauté nationale et de l'ordre politique. Il devrait subsister un interventionnisme étatique, sous la forme du pluralisme de bien-être (« welfare pluralism »), mais l'Etat n'aura plus le monopole du social. Les ONG, le mécénat, la philanthropie pourraient exercer leurs droits et reconstruire une économie de dignité¹⁶², en investissant dans l'amélioration des conditions de vie. La culture est un système de cohérence sociale et de confiance, de code, c'est un moyen de structuration de la société. Le lent processus d'érosion et de destruction brutale de la plupart des cultures est dommageable.

Il n'existe pas un modèle universel de démocratie, mais le politique doit réinvestir l'économique, avec les refus de la raison technocratique, de la théorie des anticipations rationnelles qui refuse tout volontarisme économique et toute volonté de coordination sociale et d'un individualisme excessif qui rejette les valeurs collectives. C'est un véritable enjeu de civilisation. A côté d'une banque centrale qui assurerait le contrôle de la monnaie et émettrait une monnaie mondiale pour éviter l'inflation et la spéculation, il faudrait créer une banque de la pauvreté qui refuserait toutes les formes d'exclusion. Un régime monétaire stable est un bien

¹⁶⁰ Etzioni, A., *An immodest Agenda : Rebuilding America Before the 21st Century*, McGraw Hill, Toronto.

¹⁶¹ Engelhard, P. (1996), *L'homme mondial. Les sociétés humaines peuvent-elles survivre ?* Arléa, Paris.

¹⁶² Sorman, G. (1995), *Le bonheur français*, Le Seuil, Paris.

public fourni par la banque centrale, avec des régulations complexes imposées aux banques commerciales et aux institutions financières¹⁶³. La globalisation est une procédure dangereuse dans une économie nationale en crise. Autrement dit, les pays ne peuvent qu'exporter leurs misères aux autres pays, avec une politique de type « beggar-thy-neighbour ». La compression du temps et de l'espace a forcé les pays à repenser leurs politiques nationales et à chercher une plus grande coopération économique. La concurrence imposée entre les Etats n'est pas souhaitable, surtout quand leurs intérêts résident plutôt dans la coopération. Il faut donc limiter les projets de marchés géants, en ayant une politique coordonnée en matière de santé, d'éducation, de subventions, et de soutien régional. Si les communautés intégrées d'Etats ne peuvent être améliorées, il faut les abandonner. Le succès en matière de compétition suppose de vaincre les résistances et de supprimer les obstacles et les compétiteurs, par tous les moyens, même illégaux. Ce qui favorise les grandes multinationales. Souvent, la guerre des prix est remplacée par des gentleman agreements entre les grandes firmes qui adoptent le système du « mark-up » pour la formation des prix et celui de la différenciation cosmétique des produits. En outre, la formation des salaires est trop sérieuse pour être laissée aux mouvements erratiques des seules forces du marché. Il faut un compromis entre le capital et le travail. Les managers sont libres d'organiser la production et les processus du travail, à condition que les travailleurs bénéficient d'une indexation implicite des salaires, compte tenu des évolutions des prix et de la productivité.

Tout le système fonctionne sans véritable leader, autre que la prédominance des « valeurs américaines » généralisées. Or, les idéologies alternatives disparaissent, les religions s'affaiblissent ou se divisent. Pendant longtemps le capitalisme a eu une identité avec la peur du communisme. Sans son adversaire, le capitalisme n'a plus d'âme et la démocratie n'est plus une idéologie unificatrice. Tout le monde suit son propre intérêt. Les nouvelles technologies de l'information rendent encore plus difficile le leadership, car elles réduisent le mystère et l'autorité.

On assiste à une domination excessive des valeurs matérialistes, au développement des inégalités, à une remise en cause des valeurs

démocratiques, à la fin du contrôle national de l'information, à la perte des solidarités.

L'homme anémié

Le matérialisme dominant, l'uniformisation des cultures et de l'information, et la fin du travail industriel produisent une réification de l'homme.

a) Le matérialisme dominant

L'idée selon laquelle la maximisation de la consommation individuelle est centrale dans le bien-être personnel est un principe vieux d'à peine deux siècles. Sans cette croyance fortement ancrée, la structure d'encouragement du capitalisme, au même titre que le concept de croissance moderne, n'a pas de sens. Pour les Egyptiens, le centre de la vie c'est « l'autre vie », après la mort. Le pharaon se préoccupait d'abord de sa vie éternelle et la construction des pyramides prenait alors tout son sens. Les opinions et biens personnels n'étaient pas valorisés, seuls comptaient les biens collectifs sur terre, et la vie éternelle. Les romains, fameux stratèges et organisateurs, n'étaient que très faiblement concernés par les affaires commerciales (les sénateurs ne pouvaient d'ailleurs exercer une activité de ce type), les subventions alimentaires étaient courantes et le juste prix était la règle. La richesse n'était pas un but, à part la magnificence publique. Les chinois avaient une technologie plus évoluée qu'en Europe (hauts fourneaux, poudre, canons, papier, ponts à suspension, porcelaine, imprimerie, alumettes, etc), ils auraient pu conquérir le monde. Mais ces technologies, perçues comme une menace par les nobles, étaient contrôlées socialement par les textes canoniques de Confucius qui donnaient la solution de tous les problèmes, en limitant le champ d'application des innovations.

Il en résulte trois grandes conséquences :

- chaque personne ne se définit que par son aptitude à produire, à consommer et à épargner. Le consumérisme favorise en outre l'exclusion. Il en résulte un affaiblissement de la communication sociale et donc de la démocratie.
- La compétitivité et la productivité deviennent les seuls critères de choix. Le gain financier devient la règle et on ne parle plus en termes de rentabilité maximale, compte tenu des impératifs sociaux. La pauvreté résulte souvent de certains choix technologiques fondés sur le seul profit.

Pour Engelhard¹⁴¹, les hommes ont des niveaux d'appartenance multiples et aucun d'eux ne doit être fondé sur la négation de l'autre. L'universalité n'est pas une donnée immédiate, mais une construction patiente. L'Afrique est le seul continent à produire de la relation sociale, à innover socialement. La ligne de partage entre pauvres et riches passe plutôt à l'intérieur des familles qu'entre les familles, alors que progressivement l'Asie s'atomise socialement. Ce qui risque de produire, à terme, une véritable crise culturelle aux conséquences difficiles à cerner. Mais, même pour les pays riches, l'incertitude, les règles de droits fluctuantes, l'absence d'autorité morale seront autant d'obstacles au bien-être des nantis, sans améliorer pour autant celui des pauvres, bien au contraire. On risque de se trouver dans un jeu à somme négative.

b) L'uniformisation des cultures

Platon prétendait que les inégalités étaient corruptrices et que la démocratie conduisait inéluctablement au désordre, au despotisme et donc à la servitude du peuple. La mondialisation est un projet universaliste de la raison libérale qui exacerbe les crises identitaires et le repli sécuritaire. Pourtant, avec le fondement du profit personnel et égoïste, elle n'a pas rapproché les hommes les uns des autres (du fait même de la perte des solidarités familiales, culturelles, sociales, etc.) et elle n'a pas éliminé la violence. Contrairement aux idées hayeckiennes, le grand marché mondialisé n'est pas producteur de droit et de progrès moral. Les valeurs communautaires soudent les petits groupes, les valeurs sociétales fondent la grande société, mais ces valeurs sont incompatibles. La négation des liens communautaire est le moyen le plus sûr de les voir resurgir sous une forme paroxysmique très destructrice. Il y a négation du fait culturel et même de la simple envie de différenciation non marchande. La globalisation, stade ultime du monde libéral, aboutit à la violence quotidienne. En voulant déjouer les superstitions, les Lumières ont aussi déracinés les hommes en prétendant à la rationalité et à l'absence de pluralité dans la Nation. Cependant, le multipartisme n'a de sens que si les intérêts sont divergents et s'il existe des conceptions opposées de la vie collective.

La modernité fondée sur l'individualisme des moeurs, le droit de critique (comme dogme absolu), l'autonomie de la conduite et la philosophie idéaliste, est fondamentalement occidentale.

¹⁴¹ Engelhard (1966), Op.Cit.

c) L'uniformisation de l'information

Nous en sommes à l'étape du savoir, avec l'irruption de l'ère de l'informatique. Toutes les données de la production, de la commercialisation et de la consommation s'en trouvent modifiées. Les moyens de communication modernes permettent le développement des transports, des communications, de l'information. Ils favorisent la gestion des sociétés multinationales, qui choisissent leurs implantations avec moins de contraintes géographiques. On travaille avec plus d'équipements et de meilleures technologies. Toute la hiérarchie des décisions en est modifiée, par plus de flexibilité et de rapidité. L'information est produite pour être efficace, sans « bruits », elle doit être uniformisée, linéarisée, simplifiée, synthétisée, selon des normes et des moyens souvent monopolisés. Il en résulte la tentation de l'éducation selon un mode social prédéfini et incontournable.

Or, l'éducation devrait intégrer à la fois l'altruisme (financement public) et l'égoïsme (financement partiel), afin d'éviter que les riches soient les seuls compétitifs. Les investissements éducatifs ont des taux de retour deux fois supérieurs à ceux des équipements et installations industrielles. La question est ensuite de savoir quel type d'éducation est nécessaire, à qui, sur quelle échelle. Les stratégies technologiques deviennent essentielles, ce qui est vrai en sport l'est aussi en économie. C'est pourquoi on assiste à un rôle public accru dans ce domaine. Le C3 (communications, commandes, contrôle) est toujours modelé comme au XIX^{ème} siècle, malgré les progrès technologiques. Les communications modernes font de l'organisation actuelle des sociétés des reliques du passé. On doit trouver de nouvelles formes organisationnelles. Tout dépend du traitement et de la rapidité de l'information disponible. Il existe maintenant un village mondial électroniquement interconnecté. Toute l'information mondiale est disponible, il faut seulement savoir où la chercher, comment la régler, la contrôler, l'orienter. Les familles se ressemblent; la culture se limite à quelques schémas réduits.

d) La fin du travail industriel

Le capitalisme a eu besoin de l'idéologie de l'individualisme, mais aussi de la machine à vapeur. Les firmes dominantes sont celles qui ont les caractéristiques de la compétence, de l'éducation et de la connaissance (firmes de consultation, cabinets de contentieux, banques, etc.) ; elles ont des formes de propriété différentes de celles des firmes capitalistes traditionnelles. Peu sont cotées à la Bourse. Les employés gagnent une part importante sous forme de bonus et ils ont une plus grande part de responsabilité. La différence compétitive n'est plus dans l'achat de la

machine la plus performante, mais dans l'intelligence, la souplesse, la rapidité, la compétence d'utilisation. Le départ d'un employé donne de nouveaux atouts aux concurrents qui s'approprient son talent. L'entrepreneur de Schumpeter a changé. Il n'est plus le propriétaire du capital, il a la capacité d'assembler les cerveaux humains les plus performants. La communication entre les actifs est plus importante que la concentration des actifs. Or, le capital humain ne peut pas être approprié, sa constitution est plus longue que celle des autres formes de capital et il s'exerce dans un réseau de compétences qui se renforcent mutuellement. Le fait que les bénéfices monétaires soient supérieurs aux coûts monétaires reste cependant une contrainte incontournable.

Le plus grand désastre économique contemporain, c'est le chômage, car, contrairement à l'Empire romain, le travail est le centre de la vie sociale, le passage à l'âge adulte, la réalisation de son identité, l'objet de ses investissements intellectuels et de connaissances techniques. Le travail est aussi une fin, celle de la réalisation de l'oeuvre de chaque homme. Le travail est à la fois son propre espace de liberté par sa compétence, et le lieu de ses propres aliénations. Comme la croissance a été constante, la réduction des emplois a pour fonction de nouvelles répartitions des revenus, au bénéfice des managers, des actionnaires ou des prêteurs. Les inégalités entre groupes s'expliquent par la faible substituabilité entre travailleurs qualifiés et travailleurs non qualifiés et par l'application faible de l'égalisation des salaires à travail équivalent, avec le même niveau d'étude. Dans le monde réel, les salaires sont liés au travail et non au travailleur. Plusieurs causes de différenciation interviennent, comme l'existence des syndicats, la connaissance recyclée, la dérégulation de certaines industries, l'immigration et l'augmentation de la population, les retraites et les programmes sociaux. Les salaires individuels ne reflètent pas les capacités individuelles. Les revenus dépendent de critères pas toujours bien élucidés, notamment pour les hauts revenus. Il y a donc une pression pour une réduction progressive des salaires, et non pas sur les plus hauts revenus. S'il existe des îlots de richesse, il existe aussi des océans de pauvreté.

Les solidarités rompues

Il ne faut pas confondre concurrence et guerre économiques. Il faut concourir, c'est-à-dire courir ensemble, plutôt que lutter contre. Si les richesses ne cessent d'augmenter, l'aggravation de la pauvreté n'est pas due à des faits économiques, mais à des faits sociaux et politiques. Keynes montrait que la crise des années 1930 était une crise d'abondance, mais que faute d'apprendre à jouir et modelé sur la survie, le système était entré en dépression nerveuse universelle. Tout être prétendant échapper à

la vitesse, à la course à la productivité et à la rivalité est considéré comme un dangereux marginal vivant en parasite sur le dos de la société.

a) La démocratie en danger

Le concept de démocratie est polysémique et dans l'ancienne Athènes, il était compatible avec l'esclavage, qu'acceptaient d'ailleurs les Pères fondateurs des Etats-Unis. La démocratie et le capitalisme ont des croyances différentes en matière de pouvoir. L'un considère l'égalité des hommes, l'autre pense en termes de substituabilité, d'inégalités, de productivité, de richesses et d'appropriation de ces richesses. Dans sa forme la plus noire, le capitalisme est compatible avec l'esclavage (le Sud des Etats-Unis pendant deux siècles). Dans les sociétés de marché contemporaines, le pouvoir vient de la fortune et de la position politique (le Code du pouvoir, selon Marc Guillaume¹⁴², qui s'accouple de plus en plus avec le Code du capital). Les sphères politiques et économiques croient dans les inégalités congruentes. Le capitalisme les a défendu et a essayé de démontré leur justesse et leur droit. Pour Herbert Spencer, le capitalisme élimine le faible, c'est pourquoi il est fort. C'est un mouvement eugénique. Des droits inégaux de vote ne sont pas nécessaires dans les démocraties pour préserver les inégalités capitalistes. Il suffit de financer les élus potentiels. Le pouvoir économique devient une clef du pouvoir politique. La théorie économique ne peut pas reconnaître la différence. La recherche constante de la richesse n'est pas utile pour la consommation, mais pour le pouvoir de décision. Si les pauvres ne savent pas s'organiser, ils ne peuvent exproprier les riches. Il est toujours possible de convertir le pouvoir économique en pouvoir politique et inversement. Le gouvernement a toujours essayé d'altérer les inégalités de revenus. Dans ce cas, le gouvernement apparaît comme un élément positif. Le capitalisme peut s'ajuster à une distribution égalitaire du pouvoir d'achat ou l'inverse. Ce qui est surprenant, c'est pourquoi la distribution des revenus ainsi produite est trop large en comparaison des autres distributions de caractéristiques humaines (durée de vie, patrimoine génétique, intelligence, etc.). Même en partant sur des conditions égalitaires, le marché convertit rapidement les égalités en inégalités. Malgré de faibles écarts de compétence, certaines stars dominent le jeu (notamment dans la peinture, la musique, où de faibles écarts sont sanctionnés par d'incroyables différences de revenus). Bill Gates a du talent et beaucoup de chance.

Avec la mort du socialisme, le capitalisme n'a plus de compétiteur plausible. Les exclus développent de nouvelles valeurs et ils recherchent

¹⁴² Guillaume, M. (1974), *Le capital et son double*, PUF, Paris.

de nouvelles organisations. Alors que le capitalisme s'allie parfois à eux, les fondamentalistes religieux souhaitent prendre le pouvoir, en rejetant notamment les valeurs marchandes. Le capitalisme réagit généralement bien aux crises sociales, alors que les démocraties sont mal armées, avec des majorités souvent conservatrices. Les changements structurels massifs requis sont généralement combattus par les intérêts acquis. Il est difficile d'avoir une idéologie égalitaire (démocratie) et un système économique provoquant de fortes inégalités. Le capitalisme américain, qui reçoit le plus fort support populaire, est un faible fournisseur de bénéfices sociaux pour les classes moyennes. D'ailleurs l'une des dernières propositions du Président Clinton est justement de favoriser les classes moyennes, notamment en matière d'éducation, dans les années à venir. A terme, le soutien populaire risque de manquer au capitalisme américain, avec l'augmentation des inégalités et l'apparition d'un *lumpen proletariat*. Les nouvelles technologies productives augmentent l'importance des investissements sociaux en infrastructure, en éducation et en recherche, alors que les valeurs vont vers l'individualisme et moins d'intérêt social dans les investissements communs.

Le développement est un processus de croissance des richesses et de diversification croissante des activités économiques, qui donne à l'homme une plus grande maîtrise de son propre destin contre la nature. La question qui se pose est de savoir si la démocratie est un préalable au développement. Un système éclairé autoritaire peut s'avérer plus utile qu'une démocratie corrompue. Il existe un conflit entre l'idée égalitariste de la démocratie (un homme, un vote) et l'inégalité revendiquée par le capitalisme, que la société de « welfare » a cherché à réduire progressivement. L'expérience montre que le développement a été le fait des régimes autoritaires. Or, l'idée sous-jacente c'est que le développement a été permis et amplifié par la démocratie parlementaire à l'occidentale. Les peuples qui ont cherché à conserver leur identité culturelle ont obtenu de meilleures performances économiques (Japon, Asie du Sud-Est, Chine). La cohésion culturelle et la confiance sont des facteurs plus décisifs du développement que la démocratie et le marché. Les droits humains relèvent d'une réciprocité que tous les peuples peuvent partager, ils ne sont pas universels par nature. La théorie de Rawls¹⁴³ s'oppose à l'utilitarisme, qui avalise les jugements de valeur dans la tradition rousseauiste. Elle s'oppose à la conception ultralibérale du marché politique qui suppose soit qu'une majorité versatile s'impose à une minorité de manière tyrannique, soit que le politique se dissolve dans le marché généralisé. La coexistence d'idéologies peut se faire par le consensus par regroupement, qui conduit par itération à l'énoncé d'un

¹⁴³ Rawls, J. (1993), Justice et démocratie, Le Seuil, Paris.

contrat social établissant les règles fondamentales de la société. Ce contrat ne doit engager en rien les convictions morales, philosophiques ou religieuses de chacun. C'est un simple principe d'équité. Selon Rawls, il s'agit d'abord d'une pratique. Chacun est en mesure d'accomplir une expérience mentale qui le conduit à prendre conscience d'une certaine auto-limitation nécessaire et volontaire de son bonheur et de son intérêt. Il faut des personnes rationnelles et raisonnables. Il faut penser au long terme et à la réciprocité des intérêts. La notion d'égalité des partenaires s'accorde à celle de liberté.

Il faut trouver une thérapie sociale et une culture de tolérance. Il faut plutôt développer la démocratie de proximité, même si aucune exception culturelle ne peut être invoquée contre les droits humains. Une société doit se penser comme humaine, ce qui n'est pas le cas de celle modelée par le marché et sa fameuse main si invisible qu'elle ressemble à un ectoplasme bien pratique pour les libéraux.

- La démocratie formelle n'est pas la condition nécessaire du développement, ni le développement la condition de la démocratie. Ce n'est pas parce que les sociétés ne sont pas démocratiques qu'elles sont pauvres, c'est parce qu'elles vivent dans un mode de fonctionnement inégalitaire et hiérarchique. L'acculturation occidentale est une tragédie. La cohésion sociale et culturelle est un facteur essentiel de développement., la mondialisation conduit à la déterritorialisation et à la destruction du politique.

- L'affaiblissement du politique est incontestable, avec de larges plages d'incertitude concernant la Chine, l'ancienne URSS ou les rivalités ethniques. La fragmentation sociale produit du chaos et de la perte de sens. La culture devient du folklore

- La globalisation limite les choix en réduisant le pouvoir des processus politiques nationaux qui exprimaient quelques préférences collectives. On risque alors de voir émerger un nouveau nationalisme, des revanches ethniques, le fondamentalisme religieux ou le communisme staliniste. Les enjeux sont considérables. Si rien ne change, une partie du monde risque d'implorer, une autre de se reconstruire sur la base d'idéologies peu tolérantes et fascisantes. Le déclin de l'Etat/Nation est accéléré par l'idéologie libérale qui l'imagine comme une scorie qu'il faut supprimer au bénéfice du grand marché libérateur, autonome et prospère.. Or, c'est le seul fondement actuel de la cohésion sociale. L'objectif n'est pas de venir à des Etats omnipotents et ventripotents, mais il faut une volonté politique assumant le fait national et la mondialisation. Au niveau mondial, des politiques de coopération sont nécessaires et elles impliquent la perte d'une partie importante de la souveraineté nationale. Les gouvernements ne peuvent plus agir indépendamment dans la sphère économique, car les taux d'intérêt, les balances budgétaires, les systèmes

microéconomiques de régulation publique dépendent dorénavant de la coopération ou de la concurrence. Or, la mondialisation n'est pas un processus démocratique, puisque les bureaucrates européens ou les étrangers exercent une influence considérable sur la vie nationale. L'environnement économique n'est pas stable, notamment dans la mise en oeuvre des règles. Il en résulte une grande incertitude.

Il faudrait une vision nouvelle du rôle de l'Etat. Si de nouveaux ennemis intérieurs ne sont pas créés pour remplacer les adversaires extérieurs comme force d'unification, les sociétés auraient besoin d'un objectif, celui de mettre en place un monde meilleur, éloigné ou différent des résultats de l'optimum économique. On vote trop facilement pour son étroit intérêt économique personnel sans regard pour la manière dont celui-ci peut nous blesser. La démocratie a besoin d'une utopie, une route vers une meilleure société, une vision qui dépasse les intérêts particuliers étroits. Les partis conservateurs n'ont pas d'autres perspectives que le passé à l'identique, le futur étant laissé au marché. L'idéologie connaît une longue crise et les hommes rejettent progressivement tout ce qui les ont fait vivre. Aujourd'hui, la sécurité intérieure n'est plus assurée et les communes quasi indépendantes pour riches se développent (28 millions d'américains), certaines interdites aux enfants, avec des règles de vie et même de décoration très strictes. La différence entre une culture et une civilisation pour Braudel c'est la présence ou l'absence de villes. Or, nos villes connaissent une crise. Au Moyen Age, il n'y avait pas de vision d'une vie meilleure. Nous en sommes au même plan. La confiance risque de disparaître. Il faut penser autrement l'économie et avoir un sursaut politique et culturel, qu'il faut provoquer dans des dynamiques sociales.

b) Les coordinations macroéconomiques négligées

Le système des flux internationaux des capitaux est mis au point pour récupérer la valeur ajoutée de la production, la redistribuer très inégalement entre les hommes, sans syndicats ni Etats pour contrôler. Il s'agit d'un processus de spoliation.

L'économie mondiale ne peut fonctionner durablement sans un minimum de coordination internationale et de dispositifs de régulation. La mondialisation de l'économie ne s'est pas accompagnée d'un investissement mondial du politique. Tous les pays veulent bien entrer dans les échanges internationaux, mais ils n'y sont pas prêts, surtout avec l'endettement. La Banque mondiale cherche à se libérer des contraintes de rentabilité excessives, mais celles-ci sont souvent plus fortes que les nécessités du développement.

On est dans un cercle vicieux (une aporie). La faible croissance conduit à la pauvreté et au chômage. Une forte croissance suscite des

investissements économes de travail et un nouveau chômage. Il n'y a que deux solutions pour sortir de cette impasse :

- soit partager le gâteau. Les pays du Sud se spécialiseraient dans les activités supposant de grandes quantités de travail, mais ce modèle est déjà dépassé.

- soit rechercher une croissance mondiale plus soutenue qui donnerait une plus grande marge de manoeuvre sociale, en permettant d'instaurer de nouvelles règles du jeu économiques, sociales et financières. La dimension sociale des ajustements n'a pas d'autres ambitions que d'éviter que la machine sociale n'explose ou ne soit un frein au développement. Il faut en fait reconstruire le politique pour qu'il gère l'économique. La démocratie citoyenne est une société à responsabilité généralisée, mais la société politique doit maîtriser ses développements. Il faut pour ce faire résoudre plusieurs défis majeurs : le pouvoir financier et économique qui conforte sa suprématie planétaire et domine tous les grands systèmes de communication, la logique techno-économique qui s'auto-légitime, la pauvreté croissante, les puissances maffieuses, les guerres ethniques, le conformisme ambiant intolérant et sécurisant, les risques environnementaux, le libéralisme qui demande, à l'aide d'institutions technocratiques, de laisser faire plutôt que de chercher à résoudre les problèmes quotidiens des personnes.

- Il y a une interdépendance des politiques économiques (Mundell). Les gains d'une relance concertée sont incontestables. Le dilemme du prisonnier conduit généralement à des gains inférieurs à ceux de la coopération. Il faut donc combattre le préjugé qui considère que la régulation par le marché est toujours préférable à une politique volontariste. La perte des pouvoirs de l'Etat n'a pas été compensée par un investissement du politique au niveau mondial.

La globalisation est présentée comme inévitable. Le souhait d'un Etat interventionniste n'est donc guère à la mode. Pourtant, la globalisation et la libéralisation économiques promeuvent une polarisation économique et sociale, une instabilité politique, une insécurité économique, un chômage permanent et une dangereuse érosion dans la croyance dans les institutions économiques et politiques. Si l'ancien monde est mort, il y a peu de consensus sur le nouveau à construire. Le choix n'est pas dans une souveraineté nationale réduite au minimum, mais entre un monde de Nations/Etats assez forts pour combiner la prospérité économique, la démocratie libérale, la stabilité sociale et un management environnemental responsable, ou alors un monde d'Etats faibles, incapables de répondre aux besoins de leurs citoyens, dans une économie internationale volatile et irrationnelle. Il y a une volonté démocratique accrue, alors même que la globalisation réduit chaque jour le volontarisme des hommes pour un modèle de société souhaitable.

c) Le partage du travail

Le chômage n'est probablement pas une conséquence de l'action de l'Etat. Les déficits publics et leur action jugée négative sur la compétitivité internationale des économies nationales ne sont pas nécessairement une cause de l'accroissement du chômage. Cette thèse libérale est contredite par les faits, car les pays qui ont le mieux réussi à juguler le chômage sont les pays à forts déficits budgétaires. Sans relance de la demande intérieure, il est difficile d'imaginer une réduction du chômage. Mais cette politique est difficile à mettre en oeuvre sans une coordination des Etats de l'OCDE. Pour les européens, les coûts du travail sont supposés avoir augmenté plus vite que ceux de leurs concurrents japonais et américains, rendant plus difficile la compétition. Or; il faut lier l'évolution de ces coûts non pas en monnaie nationale, mais avec celle des concurrents. En termes relatifs, compte tenu des évolutions des taux de change les coûts européens de la main d'oeuvre n'ont pas été supérieurs à ceux de leurs concurrents.

Une relance indifférenciée de l'investissement n'est pas souhaitable, il est préférable de choisir ses créneaux et d'accepter des activités à faible utilisation de capital à forte demande intérieure, même à un coût plus élevé, en vue d'améliorer la qualité des investissements engagés dans les secteurs économiques soumis à une très forte concurrence internationale. Dans ces conditions, la détaxation du capital n'est pas un remède au chômage, ni même à l'amélioration de la productivité. En taxant trop fortement la main d'oeuvre par rapport au capital, on a favorisé les processus de production hautement capitalistiques dans tous les secteurs de l'économie. Si l'on réduit le rapport coût de la main d'oeuvre/coût du capital, il est clair que le chômage devrait tendre à diminuer.

En 1993, les syndicats et Volkswagen ont décidé d'abaisser le temps de travail de 20% et les salaires de 10%. Les Etats-Unis ont choisi l'emploi au détriment des salaires. Mais des salaires plus élevés incitent à l'innovation, à l'inventivité, à la recherche d'une nouvelle productivité qui compenserait les coûts. Vaincre le chômage au prix d'un accroissement massif de la pauvreté n'est pas une solution¹⁴⁴.

- La solution à l'allemande consiste à financer, par l'impôt, les emplois que la croissance ne peut pas créer. Il vaut mieux transférer un chômeur de longue durée en un travailleur social, mais les prélèvements obligatoires sont maintenant considérables. Le « workfare » qui consiste à faire travailler les chômeurs plutôt que de payer des indemnités de

¹⁴⁴ Rosanvallon, P. (1995), La Nouvelle Question Sociale, Le Seuil, Paris

chômage, ne résout que marginalement le problème, même si la redistribution du pouvoir d'achat exerce une influence positive.

La diminution du temps de travail à salaire égal est dans la logique de la croissance de la productivité, c'est un phénomène historique de long terme. Au Japon elle était de près de 2500 heures par an en 1960, elle est de 2100 heures par an aujourd'hui. Or, la réduction de la croissance de la productivité est due en partie au moins au déficit de croissance de la demande. La croissance permet de stabiliser le chômage structurel, d'obtenir des économies d'échelle, de dégager des surplus pour le financement des services publics et des emplois de proximité, de susciter des effets favorables sur les taux d'intérêt, de permettre le désendettement, d'initier un nouveau cycle vertueux (expansion de la demande, croissance de l'emploi, résorption des déficits, anticipations favorables, baisse des taux d'intérêt, etc...). L'insuffisance de la demande a conduit à une substitution du travail au bénéfice du capital, c'est l'effet de cliquet technologique. Cette tendance se renforce maintenant, ce qui pose le problème de l'emploi. Une relance conduirait à une sanction des marchés financiers, une fuite de la monnaie nationale et des capitaux flottants. La résorption durable du chômage passe par une baisse du temps de travail et par une stratégie de contournement de la contrainte des marchés financiers, qui maintient la stratégie de la déflation compétitive. La demande est bien insuffisante pour compenser les effets négatifs de la productivité et de l'emploi

Le concept d'avantages comparatifs est vidé de son contenu réel, avec le développement des FMN qui se taillent des empiriques économiques transnationaux. La concurrence internationale aura des effets dévastateurs tant qu'elle n'adaptera pas des règles fixant un salaire minimum, modulé selon le niveau de développement des différents pays. Nous sommes en quête de l'abondance disparue. Une analyse récente¹⁴⁵ des conséquences du progrès technique sur l'emploi aboutit à trois résultats notables :

- 1) Le retour à l'équilibre après un choc technologique ne peut se faire qu'avec une baisse du niveau de l'emploi.
- 2) Une hausse des salaires a des effets bénéfiques sur l'emploi, et une baisse des salaires un impact négatif évident.
- 3) Le retour au plein-emploi par une diminution du temps de travail peut se réaliser progressivement, à salaires constants, mais il en résulte une légère substitution du travail au capital, compte tenu de l'augmentation des salaires.

Le travail n'est pas une fin en soi. Il est clair que sa réduction se fait dans un contexte de compétition tendue qui la rend difficile. Le coût social de l'obligation du travail est sans doute supérieur aux avantages du travail

¹⁴⁵ Lorenzi, J.H., Borles, J. (1995), Le choc du progrès technique, Economica, Paris.

contraint. Or, la compétition rend impossible les solutions humaines raisonnables. La croissance ne suffit plus à faire baisser le chômage, mais la baisse du salaire minimum encore moins. Le modèle compétitif créateur d'emploi (modèle allemand) est mort. L'Allemagne a fonctionné selon ce modèle avec des produits de haute qualité avec une main d'oeuvre très qualifiée et un rythme d'innovation soutenu. Ces conditions ne sont plus réunies et on tombe dans la loi d'airain de l'économie compétitive. Il faut sans cesse élargir les marchés, innover de plus en plus vite, ce qui est exténuant et ne permet guère l'erreur. Lorsque l'on commence à perdre, c'est peut-être pour toujours. En outre, les économies contemporaines n'ont plus besoin de leurs pauvres. Plus personne n'est incité à relancer la demande.

Le niveau actuel de la demande mondiale suffit à la reproduction du système, même au prix d'une forte régression sociale. L'échappatoire du Sud comme marché n'a fait qu'augmenter les seuils d'endettement. Sans réduction du temps de travail, à salaire égal, on ne voit pas comment le chômage structurel n'augmenterait pas. La logique volontariste de l'économie se heurte aux pouvoirs financiers. Les pays qui connaissent le plus bas taux de chômage sont ceux où la cohérence sociale est la plus forte et où l'échelle des revenus est la plus étroite. Cette question a un intérêt politique en période électorale. La peur de la fracture sociale est à même de développer une psychologie favorable à la croissance. Tout effort de relance est sanctionnée négativement par le marché, mais la non-relance produit aussi des anticipations défavorables.

d) Solidarités sociales

La période est aux vainqueurs, aux compétiteurs. « The winners take all the society ». Les inégalités se développent entre les groupes sociaux, les régions, les races, les niveaux d'études, etc. Aux Etats-Unis, la part de la fortune des 1% les plus aisés représente 40% de celle de l'ensemble de la population ; en revenant à son niveau de la fin de la dernière guerre mondiale, avant l'instauration de la progressivité de l'impôt, elle représente le double de ce qu'elle était au début des années 1970. Les salariés américains, malgré la croissance de leur économie de 29%, subissent une réduction de leur salaire réel, qui est passé d'une moyenne de 34 000 dollars en 1973 à 30400 dollars en 1993¹⁴⁶. Il en résulte l'existence d'un « *lumpen prolétariat* », estimé journallement à 800000 personnes, pour les 7 millions de personnes concernées durant ces 5 dernières années. 32% des hommes de 25 à 34 ans ne peuvent assurer à leur famille de 4 personnes un revenu supérieur à celui de la ligne de

¹⁴⁶ Thurow, L. (1995), Op. Cit.

pauvreté. Le lumpen prolétariat n'intéresse personne politiquement. Par contre, la classe moyenne, qui sait ce qu'elle peut aspirer, est plus exigeante. Mais la crise la rend morose et difficile à gouverner. On assiste au développement de l'économie souterraine, qui témoigne de la méfiance à l'encontre de l'Etat et de ses prélèvements, jugés injustes. L'Europe ne crée pas d'emplois depuis 1973, (contre 38 millions aux USA) et les allocations chômage sont souvent analysées sous l'aspect de la démotivation des personnes pour les salaires peu élevés, compte tenu de leur importance relative.

Comme la matière grise constitue l'avantage compétitif décisif, les firmes devraient inclure de plus en plus de force de travail qualifiée dans leur organisation, mais avec la crise, elles font l'inverse. Elles n'ont aucune loyauté envers leurs travailleurs. La question est de savoir comment le système capitaliste peut fonctionner alors que l'intelligence ne peut pas être appropriée. Le salariat a connu le taylorisme (pas encore mort), le toyotisme (avec une culture d'entreprise) et la haute technologie. Dans le modèle américain, l'emploi est considéré comme un marché, même si il subsiste encore la règle « derniers embauchés, premiers licenciés ». Dans le modèle japonais, l'emploi à vie est modulé, les rémunérations deviennent de plus en plus variables, mais l'essentiel de l'économie japonaise reste nationale et solidaire. Enfin, le modèle européen est fondé sur la recherche de l'emploi et les ressources garanties, avec une meilleure flexibilité, le recours au chômage technique ou au travail temporaire, la recherche d'une pleine exploitation des outils. La protection sociale est à redéfinir. Le rôle des syndicats est contesté.

e) La fin de la sécurité du travail

Les lois sociales protégeant les travailleurs ne sont pas nécessairement un facteur de chômage, car elles n'entravent pas, sauf cas exceptionnel des privilèges, l'amélioration de la productivité. Ainsi, les Etats-Unis souffrent d'un démantèlement progressif de la protection sociale, alors même que la productivité de leur économie est l'une des plus faibles du monde occidental. Il faut au contraire inciter les travailleurs à agir conformément aux intérêts de l'entreprise, en ne menaçant pas leurs emplois, ce qui devrait les conduire à ne pas rejeter les progrès de productivité additionnels, à jouer le jeu de l'entreprise par une préoccupation constante de son avenir et à solliciter une formation de reconversion ou de recyclage. La flexibilité de l'emploi présente des avantages immédiats comme la souplesse à l'embauche, mais ce n'est pas une panacée. Les syndicats négocient les salaires et de ce fait, ils sont accusés d'avoir un comportement inflationniste, surtout lorsqu'il y a compétition entre les syndicats qui sont alors obligés de s'aligner sur les

revendications maximalistes. Ils exercent donc clairement leur action plus sur le chemin de l'équité que sur celui de la productivité. La plupart des actions de solidarités subissent une crise.

Les sociétés connaissent aussi la crise. De la fin des années 1980 au début des années 1990, elles ont perdu plus de 2,5 millions d'emplois, comme réponse à la récession. Des coupes permanentes ont été annoncées et la nature du travail occupé a baissé de statut. Les entreprises ont cherché à conserver leurs consommateurs et leurs profits, tout en réduisant leurs main d'oeuvre de 10 à 30%, ce qui souvent n'était même pas justifié par une augmentation considérable de la productivité. La diminution de la taille des entreprises est un facteur de réduction des salaires, car dans les grandes entreprises, les syndicats sont puissants. Ainsi, les grandes compagnies n'ont pas à payer le coût social d'une réduction d'activité, les réductions de salaires étant souvent provoquées chez leurs fournisseurs ou dans les sociétés « ad hoc » créées à cette fin par les grandes compagnies. Cette vague de réduction de taille résulte aussi d'un nouveau contrat social entre les propriétaires et les travailleurs, fondé sur la disparition du socialisme et la menace économique des syndicats forts. La seule limite à cette réduction de salaire, c'est l'expression de la demande solvable sans laquelle aucune affaire n'est réalisable. Ce processus qui a commencé aux Etats-Unis se développe aussi en Grande-Bretagne, la plupart des grandes firmes annonçant des plans de licenciements. Dans la première vague américaine¹⁴⁷, 12% des salariés ont quitté le marché de l'emploi et 17% sont toujours au chômage. Sur les 71 restants, 31% ont eu une réduction de 25% de leurs salaires, 32% ont eu un salaire diminué et seulement 37% n'ont pas eu de réduction de salaire. On a développé les travailleurs précaires, saisonniers, à mi-temps, à contrat déterminé. Même les grandes compagnies emploient maintenant en fonction de leur demande des personnels sans statut maison.

Les gains de productivité ne sont pas nécessairement créateurs d'emplois. Ainsi, l'économie américaine a été capable de créer plus de 22 millions d'emplois depuis 1973 contre 660000 seulement pour l'économie française, alors même que les gains de productivité de cette dernière étaient trois ou quatre fois supérieurs. C'est dans les secteurs à faible productivité (commerces, hôtels, restaurants, banques, services des entreprises) que les Etats-Unis ont pu créer leurs emplois. Si l'accroissement global de la productivité de l'économie française est souhaitable, il ne peut être recherché dans tous les secteurs économiques, notamment dans ceux qui n'ont pas à supporter une concurrence internationale excessive. Les industries très compétitives qui façonnent le monde économique contemporain ne sont pas très productrices d'emplois.

¹⁴⁷ Thurow, L. (1995), Op. Cit.

Aux Etats-Unis, le chômage n'est que la partie immergée de l'iceberg, car aux 5,7% de chômage devrait être rajouté les effectifs de ceux qui souhaiteraient avoir plus de travail. On en compte probablement le double qui ne trouvent pas d'emplois et ne sont pas officiellement recensés, ainsi que les travailleurs à mi-temps. Pour Thurow¹⁴⁸, le niveau de chômage réel des USA avoisine 14%. Il souhaiterait même ajouter 5,8 millions de mâles en âge de travailler, mais qui ne l'ont jamais fait ou qui ne le font plus, qui sont mis précocement à la retraite ou hors du marché du travail. 14% de gens déclarés au travail sont proches d'une situation de chômeur. On pourrait ajouter 11 millions d'immigrants légaux et illégaux entrés aux USA entre 1980 et 1993, qui exercent une pression à la baisse des salaires.

La persistance de la pauvreté

La pauvreté est un concept difficile à définir. La détermination du nombre de pauvres peut aller du simple au double, tout dépend des critères utilisés. Sur les deux dernières décennies, il est probable que la pauvreté dans le monde a augmenté, quelles que soient les modalités de son estimation. L'économie mondiale génère au moins autant de pauvretés que de richesses. Déjà Hegel affirmait que les nations riches n'étaient pas assez riches pour résorber la misère (Hegel). 15% des américains sont en-dessous du seuil de pauvreté¹⁴⁹ et 75 millions d'entre eux perçoivent un revenu inférieur à celui de 1966. Pour Luttwak, à ce rythme, les Etats-Unis auront une structure de pays en voie de développement en l'an 2000¹⁵⁰. Selon l'INSEE, un ménage sur 4 est concerné par le chômage en France. La logique du système économique et de la technologie moderne conduit de façon irréversible à des processus de production de plus en plus intensifs en matière grise et en capital et de moins en moins en travail. Le chômage structurel ne peut alors que se développer. Les marchés commencent à s'auto-détruire

a) Définition et détermination de la pauvreté

En 1900, 4% des américains avaient plus de 65 ans. Il y en a 13% maintenant. Quand il y a aujourd'hui 45 travailleurs pour payer dix retraites, il y en aura moins de 20 en 2030, ceteris paribus. Les dépenses sociales pour les plus de 65 ans sont 5 fois supérieures à celles de la population entre 15 et 65 ans dans les pays de l'OCDE. L'âge de la retraite s'accompagne souvent d'une augmentation réelle des revenus, et

¹⁴⁸ Thurow, Op. Cit.

¹⁴⁹ Marti S. (1994), L'économie des Etats-Unis, Le Monde-Marabout, Paris

¹⁵⁰ Luttwak, E. (1995) Le rêve américain en danger, Odile Jacob, Paris

une fortune moyenne de 222000 dollars contre 66000 dollars pour ceux qui sont âgés de 35 à 44 ans. Si le gouvernement ne fait rien, les déficits croîtront très rapidement. Ce qui est le cas des pays les plus riches. C'est un problème politique grave de conséquences à terme, dans un paysage politique où les vieux prennent un poids croissant. Les jeunes ont les revenus les plus faibles et constituent les bataillons des pauvres, alors même que les dépenses sociales vont plutôt vers les vieux.

Le calcul objectif de la pauvreté est délicat. Il fait l'objet de nombreuses hypothèses difficilement vérifiables. On ne maîtrise pas le concept de pauvreté (qui inclue des facteurs psychologiques ou politiques), tout juste peut-on mettre en évidence des indicateurs.

- La méthode objective de calcul du seuil de pauvreté absolue, consiste, aux Etats-Unis, à définir un panier de biens et services nécessaires assurant un minimum de subsistance. Cette estimation est faite par le Ministère de l'Agriculture, sur la base du coût de la nourriture, qui représente 33% du budget d'une famille de 3 personnes. On en déduit le « minimum vital ». On peut retrouver des estimations similaires avec le revenu minimum d'insertion (RMI)¹⁵¹ ou les minimums des bureaux d'aide sociale. Au moment de sa création, le RMI aurait dû être fixé à 2841 francs pour un célibataire (contre 2000 francs réellement distribués), selon le CREDOC.

- La méthode légale définit des critères pour la pauvreté. Une attribution publique au-dessus d'un certain pourcentage du SMIC (de l'ordre de 80%) serait une contre-indication au travail mal qualifié pourtant collectivement nécessaire..

- La méthode statistique se fonde sur les normes habituellement admises. On peut dire que le premier décile est pauvre ou bien ceux qui ne disposent que de 50% du revenu disponible moyen. Cette méthode est évidemment très approximative et ne permet guère les comparaisons intertemporelles et internationales.

- La méthode subjective laisse aux ménages la détermination de leur propre seuil de pauvreté. Comme Marx définissait l'appartenance à une classe au sentiment de celui qui pense lui appartenir, cette estimation est intéressante, mais insuffisante.

- La méthode qualitative admet une frontière sociologique et retient plusieurs critères comme la santé, la consommation alimentaire, l'emploi et les conditions de travail, le logement, l'enseignement, l'affiliation à la sécurité sociale, l'habillement, les loisirs, la liberté individuelle. On se trouve alors proche des concepts d'Indice de Développement Humain (IDH)¹⁵² ou d'Indice de Développement des Libertés (IDL)

¹⁵¹ Euzeby, C. (1991), Le revenu minimum garanti, Repères, n° 98, La Découverte, Paris.

¹⁵² Chartier, A.M. (1996), Essai critique sur le concept de développement, ECO+, PUG, Grenoble.

b) Les formes de la pauvreté

Il y a trois formes de pauvretés¹⁵³ :

- L'exclusion est le signe avant-coureur de la désagrégation sociale. La frontière sociologique met en évidence des handicaps. Les pauvres sont ceux qui sont dans le bas de l'échelle de la formation, du savoir, du prestige, du pouvoir. Cette recherche dévoile les inégalités sociales, même si elles sont souvent difficiles à mettre en évidence. On retrouve les handicapés ou les inadaptés, l'avènement d'une société en dehors de la technologie, incapable de supporter la vitesse, l'interactivité, la flexibilité, l'abstraction. La généralisation de la gestion à flux tendus supprime les stocks intermédiaires qui servaient de tampons de sécurité pour le travailleur. On ne peut plus se permettre le retard et donc on limite les risques, au prix de l'exclusion de ces handicapés. Il existe la déprivation¹⁵⁴, lorsque certains individus n'ont pas le type de régime alimentaire, les vêtements, l'habitat, l'éducation, les conditions de travail et sociales, les distractions généralement encouragés et approuvés par la société. C'est l'exclusion au mode de vie dominant, avec trois indicateurs, le niveau de vie, la démographie et le mode de vie. La pauvreté est multidimensionnelle et elle ne peut pas se limiter à l'absence relative d'argent. On peut donc établir des seuils chiffrés, mais ils ne suffisent pas. La frontière psychologique des sociétés post-matérialistes liée à une perte d'identité, aux malaises sociaux, à la disparition des rapports interpersonnels, à la non-identification collective croissante, à la violence, au terrorisme, bref la pauvreté subjective. Cependant aucun consensus n'existe sur le choix d'un indicateur référentiel.
- L'insuffisance des ressources financières définit la ligne de pauvreté, dont le caractère subjectif est très prononcé. On pourrait concevoir que les ménages qui ne paient pas d'impôts sur le revenu en France sont des pauvres. Or, il y en a la moitié. La frontière monétaire est intéressante, mais pas suffisante. On doit rechercher les niveaux de vie sur des critères principalement marchands (ou valorisés comme tels). Il faut aussi pouvoir répondre à cette question : Faut-il tenir compte de l'individu ou de la famille ? Cependant, la définition monétaire de la pauvreté est toujours conventionnelle¹⁵⁵, en tout cas rarement fondée sur un « *standard package* » de consommation ou de droits (*entitlements*).

¹⁵³ Vatriani, P. (1993), Un concept de pauvreté disjonctif, *Economie appliquée*, décembre.

¹⁵⁴ Townsend, P. (1979), *Poverty in the United Kingdom*, London, Pelican Book.

¹⁵⁵ Faut-il choisir la moyenne ou la médiane (le salaire moyen étant, en France de 12% supérieur au salaire médian, son acceptation augmentant le nombre de pauvres) ? Comme il existe des économies d'échelle, le critère en France pour une personne est de 1 comme en Allemagne ou au Royaume-Uni, de 0,7 pour le second adulte (contre respectivement 0,7 et 0,5) et de 0,5 pour chaque autre enfant (contre 0,7 et 0,5).. En outre, il faut savoir quelles sources prendre. Les sources fiscales sont souvent peu fiables (minoration de ses revenus).

- La précarité est un attribut de la non permanence. On le mesure par 5 indicateurs : le travail, le niveau de vie, le logement, la santé, la formation. Les étudiants à faible revenus ne sont pas considérés comme pauvres, car cette situation est elle-même précaire. Il y a donc l'idée d'une grande vulnérabilité.

c) La force de la pauvreté

On constate au Nord des rendements décroissants de la croissance en matière de lutte contre la pauvreté. L'épuisement des réserves de croissance rapide de production et l'augmentation du coût de l'innovation induisent un nouveau régime de croissance. La concurrence suppose de plus en plus d'investissements « labour saving » et ce palier devient irréversible. L'exacerbation du rationnel conduit au rejet du raisonnable. Ces seuils dissimulent, pour les pays développés, l'ampleur de la crise sociale et morale. Ils focalisent un ensemble de manques relatifs aux indicateurs monétaires choisis et ils occultent les crises sociale et morales. On assiste à la montée de la pauvreté à l'Est et à l'Ouest. A la fin des années 1970, la pauvreté avait disparu de l'Occident. Aujourd'hui, elle revient en force. Il y a 8 millions d'allemands et 5 millions de français en-dessous du seuil de la pauvreté. Le taux de mortalité infantile est devenu supérieur à New York à celui de la Grèce. La drogue, la criminalité et la mendicité se développent. La fin de l'ex-URSS en 1991 a été payée d'un prix social considérable, avec 100 millions de personnes ayant vécu sous le seuil de la pauvreté. Les exclus (chômeurs de longue durée, par exemple) perdent leurs droits à participer à la vie sociale. La fragilisation des classes moyennes conduit à un blocage de l'un des moteurs de la croissance occidentale, avec l'effritement de la protection sociale et la crise des retraites comme conflit des générations. La solidarité inter-générationnelle est compromise ainsi que l'Etat-Providence.

Selon l'OMS, le nombre de pauvres s'accroît au rythme de la population du globe, soit 2% par an. Cette pauvreté s'étend aussi au Nord. Il y a misère explosive, prévarication, homicides croissants, on finit par tuer les pauvres. Le sous-emploi agricole atteint 65% au Pérou, 30% au Brésil. Les inégalités s'accroissent. La Chine obtient de bons résultats, mais son PNB par habitant est encore le tiers du PNB par habitant tunisien. 100 millions de paysans chinois sont à la recherche d'un emploi dans les villes. En Inde 200 millions de personnes sont intégrées dans l'économie moderne. Il n'y a plus de famine, mais la lutte contre les minorités s'accroît au point de craindre encore pour les 100 millions de musulmans du pays. Au Sénégal, il y a 30% de pauvres, mais de faibles précipitations en donneraient rapidement 60%. C'est la précarité liée au climat.

La pauvreté est souvent fondée sur les inégalités insupportables. Par exemple, la ville de New York dépense autant d'électricité que toute l'Afrique sub-saharienne. Pour Rawls, toutes les inégalités ne sont pas forcément mauvaises, à condition que la situation des moins favorisés soit améliorée, car il faut tenir compte de l'efficacité économique. Certains auteurs vont utiliser cet argument pour se prononcer contre la progressivité de l'impôt, notamment si on prend à un courageux pour donner à un paresseux. Si l'inégalité récompense le talent et l'effort, elle est bonne¹⁵⁶. Cependant, il y a pauvreté et croissance inégale. La pauvreté est souvent accentuée par l'incapacité des paysans et des pauvres en général de s'organiser contre les gouvernements, les propriétaires terriens et les nouvelles classes urbaines. Le marché n'est certainement pas le remède miracle à la pauvreté et la clé du développement. La pauvreté fait obstacle au fonctionnement du marché et réciproquement (la vérité des prix s'accommode mal de la pauvreté, la pauvreté a une faible demande, il faut une culture de marché). Ainsi pour les FMN, les inégalités de revenus sont préférables dans un pays pauvre, car sans riches elles n'ont aucun marché. Cependant, il faut rappeler qu'aucun pays ne s'est développé selon les normes libérales hypothétiques.

Le sous-développement dans la globalisation

Il existe de nombreuses théories du sous-développement¹⁵⁷. Le nouveau Sud ne rompt pas avec l'ancien. La colonisation est venue bloquer les processus d'industrialisation, mais il n'y a pas eu pour autant pillage. Le sous-développement était la norme jusqu'à la révolution industrielle. Les Etats pauvres ont souvent été amenés à suivre une politique qu'ils ne souhaitent pas, notamment lorsqu'ils étaient endettés. L'ajustement structurel a souvent été expérimenté dans les pays endettés d'Asie et d'Amérique Latine. Il propose une contraction du déficit budgétaire, la dévaluation de la monnaie (pour modifier les termes de l'échange interne et externe entre biens échangeables et biens non échangeables), la rigueur monétaire (sélectivité des prêts du secteur privé, hausse des taux d'intérêt), la modification du système d'incitation à la production (relèvement des prix agricoles, rationalisation des interventions de l'Etat sur les marchés, privatisation), la réduction de la protection industrielle en obligeant l'application des avantages comparatifs et une réduction des coûts. Appliqué suffisamment tôt, cette politique a permis de rétablir les grands équilibres et de restaurer la confiance des

¹⁵⁶ Salin, P. (1990), Vive l'inégalité, le Monde, 10 juillet

¹⁵⁷ Brunel S. (1995), Le Sud dans la nouvelle économie mondiale, Collection Major, PUF, Paris, 1994. Cf aussi, A.M. Chartier (1996), Essai critique sur le concept de développement, ECO+, PUG, Grenoble.

opérateurs étrangers, au prix d'un coût social élevé (décennie perdue du développement en Amérique Latine pour 1980-1990). Cependant, l'application en tous lieux et selon les mêmes recettes est certainement commode mais inefficace et absurde.

Il est surtout intéressant de s'interroger sur le point de savoir si la globalisation fournit les instruments d'une sortie vers le développement. Les ajustements prônés par le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale ont pour objectifs de retrouver les conditions d'une croissance saine et durable. La politique de rigueur déprime alors la demande interne, ce qui fait obstacle à une croissance tirée par le marché local. Il en résulte souvent la perpétuation du cercle vicieux. Or, ces ajustements ont un coût considérable, ayant des effets irréversibles de nature à compromettre le démarrage d'une croissance à long terme. La rigueur est d'autant plus choquante que le remède n'est pas vraiment efficace. Aucun pays du Nord n'aurait pu accepter les politiques économiques qui ont été les conditions de l'aide internationale payante. Certes ces ajustements auraient été moins douloureux s'il n'y avait pas eu prévarication et irresponsabilité internes, mais dans ce cas ce sont les pays du Nord qui, en dernier ressort, en ont bénéficié. Ces chocs financiers, mais aussi culturels, bloquent la croissance des pays africains. En Afrique, les résultats des ajustements n'ont pas été satisfaisants, du fait du délabrement des infrastructures, de l'état catastrophique de l'agriculture, de l'absence d'intégration économique ville-campagne. L'aide internationale s'est tarie, et il n'en a pas toujours été fait bon usage.

Si l'on veut bien regarder le revenu et la consommation des pays en développement, on constate que les pauvres ne sont pour rien dans l'endettement international de leur pays. Ce qui prouve qu'il existe une collision entre les opérateurs du Nord avec leurs homologues riches du Sud. L'origine de la dette des pays en développement se trouve dans l'euphorie de la croissance des revenus issus des matières premières qui a suivi le choc pétrolier, conduisant à la substitution des logiques commerciales et financières à celles de l'aide. La crise des paiements mexicaine révèle l'imprudence des emprunteurs du Tiers Monde et de leurs créanciers. Il a fallu engager une politique d'austérité financière, une récession économique et accepter un coût social élevé. Au début de la crise, les banques supposaient une illiquidité temporelle et elles refusaient des mesures globales, mais la dette ne fit qu'empirer passant de 1000 à 1500 milliards de dollars de 1985 à 1992. Les premières réductions furent évoquées à Toronto par le G7 en 1988 et en 1989. Le Plan Brady, qui était un programme volontaire de réduction de la dette, par la garantie du gouvernement américain en échange d'un allègement de dette consenti, a eu des effets intéressants, témoignant ainsi que les créanciers et les débiteurs étaient souvent complices. Si au bout de la période de

rééchelonnement (30 ans), pendant laquelle le pays n'a à payer que les intérêts de sa dette, le pays ne peut rembourser, la banque sera certaine d'être remboursée par des titres émis par le Trésor américain. En 1993, 100 milliards de dette ont ainsi pu être restructurés. La crise a été surmontée, même si la dette atteint près de 2000 milliards de dollars en 1995. On n'a probablement que repoussé le problème, mais la solution a été trouvée parce que les banques américaines étaient elles-mêmes menacées de faillite. Il faut dégonfler l'endettement international, qui se poursuivra aussi longtemps que les taux de croissance seront inférieurs aux taux d'intérêt. La pression monétaire est la guerre par d'autres moyens. Or, les opérateurs financiers ne sont pas élus démocratiquement, à moins d'accepter le suffrage censitaire. On exige une réduction des dépenses de l'Etat et des déficits publics, mais il n'est pas certain que ce soit la bonne solution. Il faudrait en finir une fois pour toute avec la dette du tiers monde. Lorsque Bush et le Congrès décidèrent de prendre à la charge du budget fédéral les pertes des caisses d'épargne (500 milliards de dollars, celle des PVD) il n'y a pas eu de crise ou de difficultés majeures. On pourrait créer une monnaie centrale mondiale, résorber la dette du tiers monde et désendetter progressivement le Nord

L'Amérique Latine s'est engagée dans la voie d'une libéralisation rapide et risquée, avec un retour aux régimes démocratiques, une intégration régionale accrue, et un assainissement des bases économiques. Cependant, le redressement s'est fait en bradant les patrimoines nationaux, avec une forte privatisation qui a conduit souvent à des fiascos retardés ou à une réduction du service public. Il conduit aussi à un accroissement des inégalités. La démocratie se fait sur un lit d'exclusion sociale, et le développement des 3D (dette, drogue, détournements). Le problème de la dette n'est pas résolu, même s'il ne menace plus la communauté financière internationale, d'autant que les capitaux affluent. La question est de savoir s'ils vont continuer à affluer. L'aisance financière se traduit surtout par un accroissement de la consommation.

On peut se demander si l'Afrique est en faillite, avec des résultats économiques et humains désastreux, un PNB inférieur à 350\$ par an, une agriculture représentant le tiers du PIB et 80% de ses exportations sous forme de produits primaires, un endettement très préoccupant, une espérance-vie faible, une modification rapide des conditions de vie, la création de nouveaux Etats. L'ampleur de l'économie informelle et des mécanismes de redistribution explique que l'Afrique soit moins pauvre qu'il n'y paraît. C'est une économie de plus en plus souterraine, avec des inégalités de revenus extrêmes, l'importance inévitable du clientélisme, la privatisation concrète de la sphère étatique et les transferts de revenus dans les familles. Les responsabilités de cet état de fait sont plus internes qu'internationales. La crise de l'Afrique s'explique aussi par la fin de ses

rentes des matières premières, de l'aide et stratégique. L'Afrique est souvent extérieure au processus de globalisation, c'est un continent oublié, voire méprisé.

« La Corrèze plutôt que le Zambèse » est redevenu un slogan d'actualité. La coopération internationale est pourtant un domaine privilégié des relations Nord-Sud. L'interventionnisme du Nord prend deux aspects, celui de l'ajustement structurel en fonction de l'idéologie libérale sans contradicteurs idéologiques et l'intervention humanitaire. Les conventions de Lomé, considérées comme un modèle de coopération, ne sont pas parvenues à enrayer le déclin de l'Afrique. Il aurait fallu que les politiques nationales créent des conditions d'exportation compétitives. Les sommes allouées au regard de la coopération bilatérale sont restées trop faibles. Les opérations du FED sont lentes, complexes et au lieu de promouvoir le partenariat elles ont entretenu l'assistanat. L'OMC bénéficie surtout aux pays riches et le Sud est victime d'un protectionnisme déguisé, mais croissant. La défense des agriculteurs des pays développés autorise un protectionnisme déguisé et il y a même l'apparition d'un néo-protectionnisme avec le refus partiel de concurrence avec les NPI. Le Sud reste encore fragile et précaire. Il entre dans l'impitoyable hiérarchisation du monde. Pour Sophie Brunel¹⁵⁸, il y a en fait quatre Sud :

- celui triomphant d'Asie, qui analyse avec condescendance le déclin de l'Occident et s'engage dans le libéralisme économique et le despotisme politique ;
- celui malade d'Afrique avec l'insécurité politique, la marginalisation économique et la dépendance au Nord ;
- celui de l'Islam qui comprend des pays intégrés (Indonésie) ou en crise (Algérie) qui souffrent de la montée des intégrismes ;
- celui intermédiaire d'Amérique Latine, avec sa culture occidentale, son libéralisme effréné, ses inégalités, ses drogues et ses détournements.

La question est de savoir si le Sud est victime d'un ordre économique international injuste. La détérioration des termes de l'échange est une réalité, parce que si les matières premières sont importantes pour le Sud, le Sud n'est pas important pour les matières premières. Pour échapper à ces rapports commerciaux déséquilibrés, il faut accroître la productivité et donc les exportations, diversifier les produits exportés, transformer les produits bruts, s'affranchir de la dépendance extérieure de matières premières brutes ou transformées. Ce qui est particulièrement difficile à réaliser, lorsque le pays est dans une situation d'urgence économique. Le mimétisme technologique, notamment avec des pays au revenu par habitant 50 fois supérieurs, conduit toujours à des rapports de

¹⁵⁸ Brunel, S. Op. Cit.

domination qui empêchent les pays en développement de s'affranchir de la tutelle des firmes multinationales et des Etats du Nord. La logique des ajustements conduit à la déflation interne, la croissance tirée par les exportations n'est peut-être pas exportable, d'autant qu'aucun pays ne s'est développé sans protection et sans un marché interne comme levier de croissance. La Corée du Sud a fondé son développement sur une planification centrale, l'interventionnisme bureaucratique et les directives gouvernementales. En outre, les exportations ne représentent que 30% de l'activité nationale. Les pays les moins développés devraient investir dans les pays du Sud. Or, les marchés internationaux ne le font pas, compte tenu des risques politiques et économiques. Il est certain qu'il faut privilégier l'éducation, le fameux capital humain, au remboursement de la dette et faire en sorte que les pays pauvres produisent eux-mêmes. Le coût d'opportunité des programmes d'ajustement est excessif et la volonté de tout privatiser est seulement un enjeu de pouvoir.

Bibliographie

- Adda, J. (1996), *La mondialisation de l'économie*, La Découverte, Paris.
- Bourguinat, H. (1995), *La Tyrannie des marchés*, Economica, Paris.
- Boyer, R. (1995), *Mondialisation au-delà des mythes*. La Découverte, Paris.
- Boyer, R., Drache, D. (1996), *States Against Markets. The limits of organization*, Routledge, New York.
- Braudel, F. (1979), *Civilisation nationale, économie et capitalisme*, Armand Colin, Paris.
- Brunel, S. (1995), *Le Sud dans la nouvelle économie mondiale*, PUF, Paris.
- Chartier, A-M. (1996), *Essai critique sur le concept de développement*, PUG, Grenoble.
- Chatelus, M., Fontanel, J. *Dix grands problèmes économiques contemporains*", PUG, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble, 1993
- Crozier, M. (1979), *Etat modeste, Etat moderne*, Fayard, Paris.
- DiRuzza, R., Fontanel, J. (1995), *Dix débats de l'économie politique*, ECO +, PUG, Grenoble
- Eisner, R. (1994), *The Misunderstood Economy*, Harvard Business School, Boston.
- Englehard, P. (1996), *L'homme mondial. Les Sociétés humaines peuvent-elles survivre ?* Arléa, Paris.
- Euzéby, C. (1991), *Le revenu minimum garanti*, La Découverte, Paris.
- Feldstein, M., Horioka, C. (1980) ; Domestic Saving and International Capital Flows, *Economic Journal*, 90, June.
- Fontanel, J., Saraiva-Drummond, J. (1986), L'industrie d'armement comme vecteur du développement économique, *Etudes Polémologiques*, n° 40,
- Fontanel, J., Smith, R., 1991. A European defence union? *Economic Policy*, 6(13)
- Fontanel, J. (1993), *Economistes de la paix*, PUG, Presses Universitaires de Grenoble
- Fontanel, J., Bensahel, L. (1993), Le sous-développement, in "Les dix questions économiques d'aujourd'hui et de demain", Chatelus et Fontanel, Ed.), Collection ECO+, PUG, 1993,(20 pages

- Fontanel, J., Bensahel, L. (1993), *La guerre économique*, Arès, Défense et Sécurité, 13(2).
- Fontanel, J. (1995), *Organisations économiques internationales*, Masson, Paris.
- Fontanel, J. (1998) O Estado e o processo de globalização*, Ensaio Fundaç~ ao de Economia e Estatística Siegfried ,FEE, Ensaio FEE, 1998 - revistas.fee.tche.br Porto Alegre, v.19, n.2, p9-37, 1998
- Fukuyama, F. (1989), The end of History, *The Public Interest*, Washington.
- Guillaume, M. (1974) *Le capital et son double*, PUF, Paris.
- Krugman, P. (1994), Competitiveness, a dangerous obsession, *Foreign Affairs* 73(2).
- Kennedy, P. (1995), *The rise and fall of the Great powers*, Random House, New York.
- Luttwak, E. (1995), *Le rêve américain en danger*, Odile Jacob, Paris.
- Marti, S. (1994), *L'économie des Etats-Unis*. Le Monde-Marabout, Paris.
- Ohmae, K. (1995), *The end of the Nation-State*, The Free Press, New York.
- Petrella, R. (1996), Globalization and internationalization ; the dynamics of the emerging World Order, in *States Against Markets. The limits of organization*, Routledge, New York.
- Porter, M. (1990), *The competitiveness of Nations*, McMillan, New York.
- Rawls, J. (1993), *Justice et démocratie*, Le Seuil, Paris.
- Reich, R. (1992), *The Work of Nations*, Vintage Books, New York.
- Rosanvallon, P. (1995), *La Nouvelle Question Sociale*, Le Seuil, Paris.
- Rudman, W.B., Tsongas, P. (1992), The Concord Coalition, *Initial Statement*, September.
- Strange, S.(1986) *Casino Capitalism*, Blackwell, Oxford.
- Townsend, P. (1979) *Poverty in the United Kingdom*, Pelican Book, London.
- Thurow, L.C. (1962) *The Future of Capitalism*, Morrow, New York.
- Vatriani, P. (1993), Un concept de pauvreté disjonctif, *Economie Appliquée*, décembre.